



Le 13 juin, toutes et tous
contre l'austérité et
pour un meilleur partage des richesses



La Confédération Européenne des Syndicats (CES) doit examiner une feuille de route pour une dimension sociale de l'Union économique et monétaire (UEM) en vue du Conseil européen des 27 et 28 juin 2013.

Les politiques d'austérité font la démonstration de leur inefficacité, l'Europe doit changer de cap, c'est ce qu'ont décidé toutes les organisations syndicales françaises adhérentes. Si les politiques économiques coordonnées et l'objectif d'assainissement des finances publiques sont nécessaires, la CGT membre de la CES et la FSU considèrent cependant qu'il est urgent de mettre fin à des coupes injustes dans les dépenses publiques qui contribuent à augmenter le chômage, les inégalités, la pauvreté, dégradent les services publics et aggravent la récession.

Les organisations CGT et FSU se prononcent :

- ✓ en faveur d'une politique d'investissements favorisant une croissance et des emplois durables, des mesures permettant de mettre fin à la concurrence en matière de salaires et de conditions de travail, à la concurrence fiscale, à la fraude et à l'évasion fiscale.
- ✓ dans le sens de la proposition de contrat social pour l'Europe qu'elles soutiennent.
- ✓ pour l'instauration d'un salaire et de revenu minimum dans chaque Etat européen et la mise en œuvre d'initiatives en faveur de l'emploi des jeunes.

La dimension sociale de l'Europe doit faire partie intégrante dans la gestion économique et budgétaire. Dans cet objectif, les partenaires sociaux doivent être associés au niveau national et au niveau européen, aux différentes étapes des processus d'élaboration des politiques de la gestion économique et sociale européenne. Dans le cadre du dialogue social il doit être décidé de réponses justes aux problèmes auxquels sont confrontés les salariés.

Plusieurs millions de femmes et d'hommes subissent le chômage parce que les politiques d'austérité empêchent toute relance de la croissance et mettent l'emploi sous pression. Le département de l'Aube à dépasser les 17000 privés d'emploi, autant de personnes qui font les frais de choix qu'ils n'ont pas demandé et d'une situation dont on connaît les responsables.

L'absence de stratégie industrielle est la deuxième cause de cette situation sociale et économique désastreuse. Les politiques d'austérité précipitent La zone euro dans la récession.

Pourtant ce n'est jamais assez. Les responsables et coupables de ces politiques en veulent encore plus. Des ordres sont pris à Bruxelles et à Berlin, immédiatement exécutés à Paris.

Lors de la Conférence sociale des 20 et 21 juin, nous porterons l'exigence d'un changement de cap. Quel que soit l'ordre du jour, la CGT mettra au centre de nos discussions l'emploi, l'augmentation des salaires.

C'est avec cette exigence d'un changement de cap pour sortir de l'austérité que nous nous rassemblerons

le jeudi 13 juin de 11h30 à 14h sur la place J.Jaurès à Troyes

C'est pourquoi, ensemble, nous ferons aussi du 19 juin un temps fort lors de la manifestation parisienne où nous nous rendrons ensemble par bus.